



LA TOILE

DOSSIERS MONARCHISTES D'INFORMATION

IE 2009



LE CARLISME

Le Carlisme dans l'histoire ~ Entretien avec le prince Sixte Henri de Bourbon-Parme ~ Les carlistes de gauche ~ La blessure jamais refermée : Montejurra 76

N°
5

LA TOILE NOUVELLE SÉRIE - NUMERO 5 - AUTOMNE 2009 - EDITIONS SYLM



Le carlisme est plus qu'une simple querelle dynastique, c'est un principe, une vision de la société. Retour sur un mouvement original qui aujourd'hui encore continue d'habiter l'Espagne...

L'Espagne a connu une histoire monarchique assez tourmentée depuis le début du XIXème siècle.

En 1808, le roi Charles IV abdique en faveur de son fils, Ferdinand VII, puis sous la pression de la France remet sa couronne à Napoléon Ier qui l'offre à son frère Joseph. Une terrible guerre de cinq années entre Français et Espagnols s'ensuit et aboutit finalement à la restauration de Ferdinand VII.

A sa mort en 1833, au mépris de la loi salique promulguée en 1713, la couronne est donnée à sa fille Isabelle âgée de trois ans. Charles, frère puîné de Ferdinand VII, refuse de se voir ainsi dépossédé et appelle ses partisans (les carlistes) aux armes déclenchant une guerre civile qui durera jusqu'en 1839. Au delà de la simple querelle dynastique, ce conflit est une véritable lutte politique : les carlistes sont traditionalistes, ruraux, populaires et attachés aux libertés locales (les fueros) tandis que leurs adversaires (les « isabelitos ») sont libéraux, urbains et centralisateurs.

Son fils, prénommé lui aussi Charles, et proclamé roi par les carlistes sous le nom de Charles VI, déclenche une nouvelle guerre dynastique de 1845 à 1849.

En 1869, un soulèvement militaire contraint Isabelle à abdiquer et à se réfugier en France. Les militaires offrent alors en 1870 la couronne à Amédée de Savoie, second fils du roi d'Italie Victor-Emmanuel II, tandis que les carlistes, sous la conduite de leur nouveau prétendant Charles VII se soulèvent à nouveau (1872-1876). Amédée abdique en 1873, découragé par la tournure des événements et le parlement espagnol

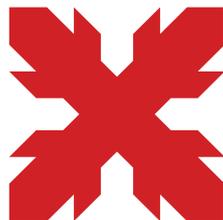
proclame la république. Ecrasé par les carlistes en 1874, les républicains restaurent le fils d'Isabelle, Alphonse XII qui finit par rétablir la paix civile.

En 1931, son fils Alphonse XIII abdique après la victoire remportée par les partis républicains aux élections municipales, et une seconde république est proclamée.

La courte victoire du Front Populaire en 1936 et les excès de certains extrémistes de gauche provoquent une coalition des droites et une nouvelle guerre civile qui se termine en 1939 par la victoire du général Franco. Dès le début de la guerre, les redoutables miliciens carlistes, les Requetès, s'emparent de la Navarre et assure la victoire nationaliste dans le nord de l'Espagne. Présents sur tous les autres fronts, leur courage et leur vaillance sont salués par tous...

Tout au début du conflit, les carlistes ont perdu leur dernier prétendant, Alphonse-Charles, mort sans postérité, mais qui désigne son neveu, Xavier de Bourbon-Parme comme régent. Très anti-franquiste, Xavier est expulsé d'Espagne par Franco qui appuie les prétentions à la succession carliste de l'archiduc Charles de Habsbourg, petit-fils par sa mère du prétendant carliste Charles VII.

En 1947, Franco restaure la monarchie mais sans y désigner le futur monarque. Il faudra attendre 1969 pour que Juan Carlos, petit fils d'Alphonse XIII soit désigné comme héritier. Du côté carliste, Xavier, de régent, devient prétendant carliste sous le nom de Xavier Ier en 1952, suivi de près par Charles de Habsbourg, qui prend le titre de Charles VIII en 1953 et décède la même année.



Pour compliquer encore davantage la situation, rappelons que Juan Carlos n'étant pas l'aîné des Bourbons, son oncle Jaime, qui avait renoncé à ses droits en 1933, les réclame pour son fils Alphonso, duc de Cadix et son petit fils Luis... sans grand succès... En 1975, Franco meurt et Juan Carlos lui succède. En 1977, Xavier Ier meurt à son tour.

L'héritage carliste doit donc être normalement recueilli par son fils aîné Hugues. Mais ce dernier avec son Partido Carlista (Parti Carliste) prône une monarchie socialiste, fédéraliste et autogestionnaire ce qui n'est pas du goût des militants traditionnels du carlisme qui lui préfèrent son frère Sixte-Henri, beaucoup plus à droite. Dès l'année précédente, en 1976, carlistes de gauche et carlistes de droite s'étaient affrontés à l'arme à feu lors du rassemblement carliste de Montejurra en Navarre, faisant deux morts et plusieurs blessés.

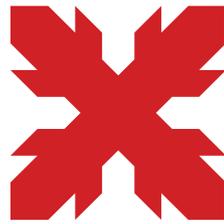
Depuis, les uns et les autres se sont calmés et tentent régulièrement leur chance à l'occasion des élections. Mais avec de faibles résultats, même si ces deux carlismes représentent toujours une véritable force militante (12.000 voix à Madrid pour le Parti Carliste et 25.000 voix à Barcelone pour la Communauté Traditionaliste Carliste par exemple lors des dernières élections de mars 2008). Formellement, la CTC n'est pas en faveur de Sixte et ne se prononce officiellement pour aucun prétendant. Officieusement, elle épouse les mêmes thèses et ses liens avec le mouvement de Sixte, la Communauté Traditionaliste (CT) sont réels.

Enfin, les partisans de la lignée issue de Charles de Habsbourg et qui soutiennent son successeur, Domingo de Habsburgo-Lorena y Hohenzollern, sont eux aussi organisés, mais de façon bien plus embryonnaire, au sein d'une *Comunión Carloctavista* (Communauté « Carlo-huitième ») et d'un *Circulo Carlos VIII* (Cercle Charles VIII).

Le carlisme est plus qu'une simple querelle dynastique, c'est un principe, une vision de la société. En 1936, à la mort d'Alfonso-Carlos, le carlisme a derrière lui des années de luttes, trois guerres civiles et il est engagé dans celle qui vient d'éclater (ses propres milices, les « requetes », comptent de 30 à 35.000 combattants). En toute logique, les carlistes auraient dû se rallier à la branche cadette incarnée à l'époque par l'ex-roi Alphonse XIII... acte impossible au regard des principes du carlisme. Se rallier eut été trahir les ancêtres, renier les décennies de luttes, les morts et les martyrs de la Santa Causa (la Sainte Cause, c'est ainsi que les carlistes nomme leur engagement et leur combat). C'est dans ces circonstances que Alfonso-Carlos avait fait de Xavier de Bourbon-Parme, en accord avec la quasi totalité des chefs politiques et militaires du carlisme, son « Régent » (Xavier de Bourbon-Parme n'avait aucun droit au trône d'Espagne). Régent reconnu par ses partisans comme roi au début des années 50.

Cela explique en partie pourquoi, chez les carlistes, désormais le politique a pris le pas sur le dynastique.

Sylvain





Le prince Sixte-Henri et Sylvain Roussillon

Le prince Sixte-Henri de Bourbon-Parme est bien connu des monarchistes français. Il accueillait il y a encore peu les Camps d'été du Centre Royaliste d'Action Française. Le prince se présente comme le régent du Carlisme espagnol, et est reconnu en tant que tel par plusieurs organisations Carlistes de première importance. Rencontre avec un prince traditionaliste mais "anti-conservateur".

Monseigneur, lorsque l'on évoque le Carlisme, c'est vous ? De ce point de vue qui êtes-vous ? Qui est votre successeur ?

Prince Sixte-Henri: La situation a évolué de telle sorte que mon père n'a pu éviter de faire des compromissions.. Certes il a du signer des déclarations sous la pression. Mais, finalement, pour en sortir, il a décidé de réunir en France les délégués du Carlisme. Il a fait une déclaration devant notaire et devant les délégués, rappelant ce qu'est le carlisme. Contrairement aux tentatives de mainmise de mon frère, de ses tentatives de contrefaçons. Après avoir trop cédé à mon frère, il s'est repris. La déclaration a été publiée et est la référence sur le carlisme.

Mon frère l'a pourchassé dans son refuge de Normandie, il l'a enlevé dans sa voiture, l'a ramené chez lui. Ma soeur, pour une fois, a soutenu mon père dans cette agression dans sa propre propriété. Ma sœur, rentrée dans sa voiture, a exigé de l'emmener à l'hôpital américain. Il y est mort peu de temps après.

Mon frère a fait une déclaration selon laquelle j'avais enlevé mon père ! Tout cela parce que mon père avait, un mois plus tôt, fait cette déclaration pour rappeler ce qu'est le Carlisme, dont il était le propre porte parole. Dynastiquement, il n'existe pas d'autre porte parole. J'ai envoyé une lettre à mon frère de protestation et de fidélité à la pensée carliste.

Le Carlisme, ce qui n'est pas moi, il se représente par lui-même, par les populations qui en sont l'expression. Nous ne sommes que les porte-drapeaux d'une cause

qui nous dépasse historiquement et numériquement.

Pourquoi cette discrétion ?

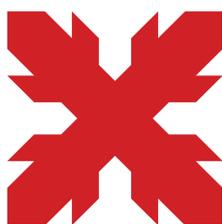
Je ne peux me présenter comme la référence de la dynastie vis à vis du carlisme, mais comme le porte-drapeau : l'expression de la référence, mais pas la référence. La référence devrait être confessée. Mon frère ne l'a jamais confessée. Au contraire, il a voulu renverser le Carlisme vers une formule social - révolutionnaire et réinventer le socialisme autogestionnaire, il refait Tito.

Il s'est démis ? Au profit de son fils ?

Vous m'avez mal compris. Il invente. Il qualifie ses fils de titres, dont celui de 'prince de Plaisance' ; ce faisant, il accepte une dichotomie entre Parme et Plaisance, qui sont indissociables. Je vous rappelle le dicton «quand il est mort, on trouva dans son coeur deux caillots, Parme et Plaisance». Parme et Plaisance étaient liées, Parme était un duché;

Plaisance était une principauté souveraine. Il a désigné ses filles avec des titres à Parme: Par exemple, Comtesse de Colonna. Or ces titres étaient réservés aux bâtardes; Les filles nées étaient, elles, infantes d'Espagne. En fait, il a toujours détesté l'histoire, la réflexion sur l'histoire, il a essayé de se construire un système politique personnel.

C'est une usurpation d'accorder, de prendre des titres qui ne vous appartiennent pas; car, dans son cas, il n'est pas souverain de facto. Prenez l'exemple du Comte de Chambord, qui fut 15 jours souverain: pour autant, il n'a jamais donné de titres.



Le Carlisme en France est mal connu et mal connu. Qu'est-ce que le carlisme ?

La « communion » carliste existe toujours, le terme est utilisé, pour éviter une interprétation en tant que 'parti'. Les structures ne sont pas les mêmes. Le terme de 'parti carliste' a été utilisé, certes, mais il est contradictoire avec le concept de la monarchie. On parle de 'communion traditionaliste'.

Que sont les Requetès ?

Ils sont la structure militaire du Carlisme depuis 1834, et surtout pendant la croisade nationale (15 à 18 000 hommes ont été mobilisés au départ, avec un renouvellement pendant les quatre ans, de 1936 à 1939, jusqu'à 70 000 hommes, y compris les morts). Nous y avons perdu 50 000 hommes! Nous avons déployé au total 70 000 hommes, mais pas frontalement. En comparaison, les phalangistes en ont mis seulement le tiers.

Ils se sont battus au côté du général Mola et du général Sanjurjo (généralissime et numéro 2) (le général Mola était républicain). Ces généraux, ce sont ceux qui se sont révélés contre la stratégie staliniste du socialisme espagnol. Vous noterez que les premières victimes des socialistes ont été les Carlistes d'abord, et les partisans de l'anarchie et de Bakounine. Les stalinistes ont massacré. Il y a eu des exécutions monstrueuses à Paracuellos et Jarama : plus de 5000 hommes et femmes, avant la concrétisation du front national. Tout cela a été fait par Santiago Carillo, toujours vivant, reçu par Juan Carlos, auquel un juge comme le juge Garçon ne touche pas!

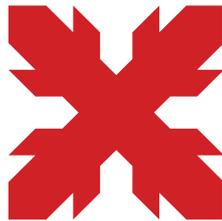
Quels sont les liens entre les Requetès et Franco ?

Don Carlos meurt en 1936, sans enfant ; il désigne son neveu, le prince Xavier de Bourbon Parme, comme 'Régent de la communion carliste', et comme son successeur. Dernier de la branche aînée carliste, sans descendance, il laisse les lois fondamentales espagnoles désigner son successeur. Les lois fondamentales espagnoles ne sont pas saliques. Elles correspondent à l'alliance faite à la réunion des deux Espagnes, celle de Ferdinand d'Aragon, et celle d'Isabelle de Castille; ils avaient constaté des différences juridiques entre les lois successorales, ils en ont conçu une Refondation, une réconciliation de leurs lois fondamentales; celles-ci sont très importantes et ne pourront être

modifiées qu'à travers le roi et les Cortes (c'est-à-dire la représentation des églises, de la noblesse, des fueros, et donc de toute l'Espagne). En effet chaque père de famille pouvait élire, participer à l'élection de la personne la plus représentative du village; Ces représentants élisaient ensuite ceux de la

province, lesquels à leur tour, élisaient ceux de la région (ainsi la Galice a quatre provinces). Les Cortes, ce sont donc 400 personnes représentant la base populaire de la vie du royaume.

Le roi ne pouvait modifier la loi fondamentale que avec l'accord des Cortès, ainsi constitués, et vice versa. Et ce, jusqu'à Ferdinand VII qui a tout gaspillé. Rien n'avait été modifié, même sous les Habsbourg ou les Bourbon. Même si les Bourbon ont ajouté deux ou trois lois. Le prince Xavier a été désigné comme Régent, avec addition testamentaire de don Alphonso Carlos pour empêcher les carlistes de le considérer comme leur souverain.



Les Requetès durant la guerre civile espagnole



Quelles sont les relations entre les Carlistes et Franco ?

Don Alphonso Carlos a désigné le prince Xavier comme Régent et comme successeur. Il meurt avant la concrétisation du soulèvement national. Il l'envoie pour signer l'acte de soulèvement des carlistes en 1936. Le prince Xavier s'allie avec les deux généraux, Sanjurjo et Mola. À ce moment, ni Sanjurjo, ni Mola ne savent de quel côté Franco va tourner. On attend la position de Franco qui n'a fait son choix qu'à la dernière seconde. Revenu des Canaries où il était marginalisé, puis du Maroc où il récupéra la légion étrangère espagnole, il rejoint Burgos. Curieusement ces deux chefs décèdent dans le même mois, dans un accident d'avion. Mon père avait acheté un bimoteur militaire belge pour transférer Sanjurjo de Lisbonne à Burgos. Entre-temps un pilote arrive avec un petit avion: «Franco est arrivé à Burgos et il souhaite l'arrivée de Sanjurjo dans un avion et aux couleurs espagnoles». Sanjurjo, qui avait déjà chargé ses bagages, cède au dernier moment. Mon Père n'avait pas eu le temps de faire repeindre les avions aux nouvelles couleurs espagnoles. L'avion décolle, s'écrase, brûle, Sanjurjo ne peut se dégager de sa ceinture, meurt, alors que le pilote s'en sort ! Trois semaines après, Mola meurt à son tour, en atterrissant cette fois, toujours avec le même pilote qui s'en sort ! Franco, de troisième, devient premier !

Le fils du premier ministre de Madrid était tombé aux côtés de Franco à Burgos. Le premier ministre fait demander à Pie IX et au prince Xavier de proposer un échange entre son fils et José Antonio Primo de Rivera, fils du général, l'ancien dictateur sous Alphonse XIII, et de faire pression sur Franco. La demande fut transmise. Le fils fût fusillé. José Antonio fût fusillé à son tour. Le numéro 2 de Primo de Rivera aurait alors dû lui succéder. Il fut immédiatement condamné à mort parce qu'il ne refusait la fusion entre carlistes et phalangistes. Quand José Antonio meurt, Franco veut réunir tout le monde dans le mouvement qu'il gérerait. Mussolini apprend la condamnation, et prévient que, si on le fusille, il retirera ses troupes et ses avions Fiat. Franco le laissera donc pourrir pendant 15 ans. Je le connais, il sera mon futur professeur d'équitation, il épousera la fille de notre délégué carliste, le marquis de Algorja. Franco voulait désigner en tête Serrano Suner son beau-frère, il y arrivera, sans les Carlistes, sans les vrais phalangistes. Les phalangistes n'avaient pas de structure suffisante pour aller à la guerre. Pendant trois ans de guerre, il y a eu trois ans de négociations.

Les carlistes ont-ils bien fait de ne pas soutenir Franco ? Ma sympathie va plus vers la phalange authentique, je leur ai plus de sympathie que n'en avait mon père et les



Deux frères, combattants carlistes, lors de la prise de barcelone en 1939

Carlistes en général.

Quelle est votre analyse de la monarchie espagnole ?

Il est nécessaire de savoir l'histoire. Les Anglais ont inventé, financé la révolution française. Au XVIIIe siècle, l'Europe devenait française. Pour briser cela, il fallait 'casser' la France ; en effet la France tenait une position géographique et géopolitique exceptionnelle, ainsi qu'une dynastie, fruit et créatrice de cet espace. Celle-ci ne bénéficiait pas seulement d'une légitimité d'origine, mais aussi d'une légitimité d'exercice. La France était le seul pays bénéficiant d'une dynastie fondatrice: ainsi l'empire austro-germanique avait-il une dynastie d'origine suisse, tandis que l'Espagne avait une dynastie d'origine française, les Bourbons. Cette caractéristique française crée une dynamique inconnue de partout. Il fallait donc briser le charisme existant autour de la monarchie; le résultat, ce fut la révolution française financée et manipulée par les Anglais.

En 1815, Louis XVIII revient, avec les Capétiens. Les Anglais n'apprécient pas, ils déclenchent alors une autre stratégie: inventer au sein du régime, une structure d'usurpation. Ce fut Louis-Philippe en France; Dona Isabel II, contre Don Carlos; Dona Maria d'Algloria contre les Bragance, famille capétienne et bourguignonne ; on vit ainsi une armée britannique en Espagne et au Portugal. Les usurpateurs s'installent au bénéfice de la cour d'Angleterre. La future reine Victoria régnera ainsi au travers de ses sous-produits.

À partir de là, le contrôle s'est maintenu. En 1830, l'Angleterre restera maîtresse, et conditionnera Napoléon III à jouer son jeu, et à rentrer en guerre contre la Russie, empire chrétien seul capable de contrôler la Turquie; Ce fut la désastreuse guerre de Crimée. Alphonse XIII tombe en 1930 et s'enfuit. Ce fut le Front populaire : république libérale de gauche en 1931, puis front populaire en 1934 (Madrid tombe en 1938). Les Anglais sont ainsi très satisfaits; tout comme ils l'ont été avec les soviets en Russie.

Quels sont rapports avec votre frère ?

Nuls et non avendus.

Quelles sont les valeurs du carlisme, ses exigences, ses objectifs, ses finalités ?

Les valeurs du Carlisme sont multiples. Elles correspondent, en simplifié, à un concept de tradition dynamique et responsable. Le prince doit être responsable. Il doit être respectueux des lois fondamentales, et des fueros.

Les provinces sont l'ensemble d'un certain nombre de communautés, elles sont une conception réduite de chaque région correspondant aux anciennes souverainetés. Ainsi avons-nous les principautés de Léon, de Valence, de l'ancienne Castille, de la Nouvelle

Castille; les provinces sont, en taille, inférieures à nos régions, mais supérieures à nos départements. Leur caractéristique est la décentralisation. Elles ont la liberté et l'autonomie de gérer l'ordre intérieur, l'économie intérieure. Ce sont les Fueros, c'est-à-dire les droits autonomiques de chaque entité.

Leurs représentations sont exercées par les 'figures' désignées en démocratie pyramidale. Ainsi avons-nous : l'Andalousie les Asturies, la Galice, ainsi que les provinces basques. On aurait pu restructurer un peu différemment, mais on a voulu rester respectueux des matrices historiques; ainsi, en est-il des trois provinces basques à savoir la Biscaye, la Navarre, le Guipuzcoa. On aurait pu concevoir la Grande Castille: depuis Cantabrilène et les Asturies, jusqu'à la Castille, la Nouvelle Castille, la Mancha. Pour la Galice, c'est différent; il y a aussi l'Aragon; on aurait pu réunir une Province d'Orient, avec la Catalogne et la région du Levant (la région de Valence). On aurait ainsi cinq structures différentes : les Pays basque, la Galice, les Castilles, l'Andalousie, l'Orient.

Notre devise (Dios, patria, fueros, Rey): Dieu, la Patrie, le roi : ce n'est autre que la devise du Maroc: Allah, Al Watan, Malik. Les carlistes ainsi que les Marocains confondent le Roi et la Patrie. La Patrie, hors du roi, n'a pas la même consistance; Le Roi, sans la patrie, n'a pas la même légitimité.

Le Carlisme est-il donc un instrument d'unification ?

C'est exactement cela.

Le Carlisme est-il lié à la notion d'hispanité ?

L'Hispanidad, l'hispanité, c'est le monde hispanique, y compris les vice-royaumes des Amériques. Ce concept est essentiel.





Le prince Sixte accueilli par ses partisans

190 ans après la rupture, ce concept reste tellement ancré que, malgré la rupture créée par les Anglais, il subsiste - maintenant que les Anglais ne le sont plus là - ces pays et leurs habitants se veulent absolument rattachés à cette culture traditionnelle et à leurs racines. Avec un autre que Juan Carlos, il peut y avoir des positions extraordinaires à prendre. Il n'est qu'à voir que Juan Carlos, qui ne se mêle pas de politique intérieure, se permet pourtant d'interrompre aussi grossièrement Hugo Chavez.

Quel sont les liens du Carlisme avec Juan Carlos ?

Le seul lien avec Juan Carlos et les carlistes, c'est moi: un déjeuner, un an avant la mort de Franco; un déjeuner, un an après la mort de Franco. La première fois, il a eu l'occasion de me dire tout le mal qu'il pensait de son père. Et tout le bien qu'il pensait de Franco. La deuxième fois, il m'a dit tout l'inverse. Juan Carlos n'est qu'un opportuniste à l'extrême !

Vous voyagez souvent en Amérique du Sud ? La connaissez-vous bien ?

Oui, je retrouve très fortement mes racines en Amérique latine, principalement en Argentine, au Brésil, en Colombie.

La stratégie des Anglais fût d'abord de faire exploser le royaume espagnol (1815 à 1825); ensuite, de faire implorer chaque vice royaume ! Nous avons: le vice royaume du Mexique, l'immense : le Mexique, le Texas, l'Arizona, la Californie, etc.. la nouvelle Grenade (Nueva Grenada): le sud de l'Amérique centrale, le Venezuela, la Colombie, l'Equateur, etc. le vice royaume du Pérou: le Pérou, l'alto Peru - c'est-à-dire la Bolivie -, le Chili, le Rio de La Plata: l'Argentine, l'Uruguay, le Rio Grande do Sul, le Paraguay, et le vice royaume des Philippines ou vice royaume de las Indias: la liaison se faisait depuis Madrid via la Galice, puis le port de Lima ou le port d'Acapulco.

Comment ces divers rameaux sont-ils gérés ?

S'il y a eu un parti carliste, Carlos Hugo a déjà été expulsé

de son propre parti. Pour moi il n'y a pas de structure. On a recherché des familles traditionnellement carlistes, et s'en souvenant, pour se reconstruire contre les gouvernements actuels (Philippines, Lima, Uruguay, etc.). Ils se souviennent avoir été carlistes, exister comme carlistes, en vue de la reconstitution des futurs vice royaumes. S'il existe encore une structure juridique, elle n'exprime plus rien. Les intérêts de mon frère ne sont ni espagnols, ni carlistes, ni socialistes auto-gestionnaires, mais purement capitalistes.

Y a-t-il des sensibilités carlistes en France ?

Il n'y a pas de réunions, ni de journaux. Le Carlisme en France n'a jamais vraiment existé. Certains amis expriment de nos valeurs à travers les concepts qui sont les leurs. Les traditions espagnoles et françaises sont très différentes, les lois fondamentales sont très différentes. Le Légitimisme français, quand il pouvait exister, a soutenu le légitimisme carliste. L'inverse n'est pas vrai. Le Carlisme, ce sont des références à des valeurs prioritairement hispaniques. Elles peuvent avoir un écho en France. Mais il n'existe pas en France de 'communion carliste'.

Existe-t-il des ouvrages historiques sur le Carlisme ?

Non, hormis le Don Carlos, de Pierre Benoit, et son «je reviendrai».

Pour conclure, que souhaitez-vous dire aux jeunes Français ? Aux jeunes espagnols ? Au monde hispanique ?

Je leur dirais : Méfiez vous du conservatisme, c'est aussi paralysant pour la gauche que pour la droite.

Le vrai traditionaliste recherche quels sont les éléments, les moteurs spécifiques à une région, à une nation. Il faut réactiver les racines. Si nous nous attachons à l'apparence, nous perdrons. Un conservateur s'attache à l'apparence, pas à l'essence; le conservatisme est une sclérose. **En d'autres termes, la jeunesse doit être architecte et pas décorateur.**

Propos recueillis par La Toile

Les partisans du prince Carlos-Ugo, souvent appelés "Carlites de gauche" sont regroupés au sein du Parti Carlite.

Entretien avec un des dirigeants du PC.

Le parti Carlite, Jeunesses Carlites se déclare socialiste, autogestionnaire et fédéraliste. Que recouvrent ces termes ?

Nous sommes une organisation qui défend les principes de liberté, socialisme, fédéralisme et autogestion. Nous croyons que le modèle d'autogestion globale est le seul qui puisse assurer les principes de Liberté, Egalité et Justice sociale entre les hommes et les communautés,

Notre principal objectif est de créer un nouveau modèle de société radicalement différent, ce qui implique de nouvelles structures politiques, juridiques, socio-économiques, culturelles... Nous partons de la critique du système capitaliste (cœur de l'exploitation de la minorité sur la majorité), de la social-démocratie (atténuante des aspects les plus brutaux du capitalisme, mais garante de sa survie et de son pendant le plus inhumain), et du socialisme d'état (choix du communisme qui pour l'obtention de l'égalité a éliminé la liberté et ainsi maintenu l'injustice).

Nous nommons ce modèle "Autogestion Globale", parce que l'autogestion peut s'appliquer à tous les secteurs où l'homme développe ses activités: le socio-économique, le territorial et l'idéologie politique. De cette manière l'homme et toute la Société participent à la direction, la décision et l'administration en libérant leur capacité créatrice.

C'est seulement dans le cadre Socialiste que l'autogestion est possible, pour cela nous aspirons à un 'Socialisme libre' dans lequel les moyens de production seraient dans les mains de la société et non dans celles de particuliers ou de l'état; parce que

l'Autogestion n'est pas autre chose que l'articulation de l'exercice collectif et démocratique du pouvoir par tout le peuple.

Notre projet Socialiste n'a rien à voir avec le soi-disant Socialisme réel qui s'est implanté en U.R.S.S et dans les pays de l'Est de l'Europe puisque ce socialisme pour obtenir l'Egalité a éliminé la Liberté, refusant, de la même manière que le capitalisme, la direction économique et l'exercice du pouvoir par le peuple et la société dans son ensemble. Rien non plus à voir avec la sociale démocratie complice du néo-libéralisme puisque ce système agit en consolidant le système capitaliste, en essayant corriger ses aspects les plus oppressifs mais sans en changer rien de substantiel.

Face à ces deux modèles nous défendons le 'Socialisme d'Autogestion Global' comme le seul Socialisme viable à l'heure actuelle. Socialisme qui ne se résume ni à un simple changement du régime de propriété ni à un transfert du pouvoir politique. Cela suppose un nouveau modèle de société ou la véritable réalisation de l'homme ne serait pas marquée par l'*Avoir* mais par l'*Etre*.

Aujourd'hui une révolution ne peut pas seulement se définir comme un changement de structures, il est également nécessaire une révolution de l'homme dans le domaine culturel.

Dans une Société de structures économiques compliquées, il n'y a pas une authentique Liberté, Egalité, et Participation si la gestion de l'économie se concentre entre les mains d'un petit nombre qui possède la propriété ou les mécanismes de décisions politiques. L'activité économique doit s'orienter sur l'objectif de la satisfaction de l'ensemble de la société pour cela il est nécessaire que tous participent à la gestion économique.





De cette manière, avec le Socialisme libre, nous arriverons à la participation de tou(te)s à l'exercice du pouvoir dans la société, comme moyen basique pour que les décisions s'adaptent aux nécessités de la majorité.

Nous sommes fédéralistes parce que nous croyons en la somme des volontés Libres et Souveraines des différentes Communautés, Régions ou Nationalités qui après un processus d'Auto-détermination décideront de se fédérer librement à travers un Pacte dans lequel chacun sera l'égal de l'autre. Pour cela nous n'admettons pas l'uniformité constitutionnelle -initée avec la Constitution de 1812- toujours en vigueur dans le dénommé 'Etat des autonomies' avec la Constitution de 1978.

Nous croyons dans le modèle fédéral comme le processus d'auto gestion territoriale qui n'est rien d'autre que le droit de toute communauté à s'auto-gouverner, associé à la nécessaire solidarité entre toutes les communautés. Ceci suppose que chaque communauté ait l'autonomie suffisante pour décider en tout ce qui la concerne et qu'elle accorde, de manière libre, avec les autres communautés, son intégration à l'échelon supérieur pour mener à bien ce qui dépasse sa capacité économique, fonctionnelle, démographique....

Ce pacte suppose l'organisation de la société du bas vers le haut, depuis la communauté inférieure- quartier ou village- jusqu'à la plus grande: l'Etat Fédéral, toutes les communautés étant pleinement autonomes dans les affaires relevant de sa compétence. De cette manière s'articule une société décentralisée où l'individu est proche des prises de décisions concernant ce qui l'affecte directement.

Peut-on toujours dire que le Parti Carlisle/ Jeunesses Carlises est un parti « monarchiste » ?

Le Parti Carlisle est accidentel. C'est-à-dire donnant le droit au Peuple de pouvoir choisir librement sur la

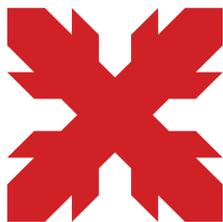
forme de gouvernement qu'il croit la plus adéquate.

Le Parti Carlisle / Jeunesses Carlises se reconnaît-il une filiation avec le carlisme « historique » du XIX siècle et avec les Requetès de 1936?

Le parti Carlisle premièrement comme parti de masse puis comme groupe idéologique organisé est né comme une clameur populaire épaulée par la crise agraire et l'attaque des Libertés forales, la Première Guerre déjà commencée, il est vrai que cet enchaînement concret eu lieu sur un substrat social qui au long des trois décennies antérieures avait accumulé les fondamentaux de ses revendications, transmis par la mémoire historique de nombreuses familles et Villages et dont les grandes étapes pourraient être directement reliées à partir du mouvement des Communards de Castilla, la résistance que provoqua l'astucieuse conquête du Royaume de Navarre et les innombrables essais de le réduire à une province, comme le démembrement de la Couronne d'Aragon et la suppression des Privilèges Catalans et tant d'autres bévues commises par l'Etat Impérial Central contre les droits des Peuples.

Le Parti Carlisle conscient de la charge historique que son nom lui confère dans sa presque bicentenaire vie, se considère le successeur de l'effort d'un Peuple pour récupérer la Liberté arrachée et s'adapter aux exigences du temps.

Au long de longue lutte pour récupérer les Libertés, on a utilisé selon les moments, des slogans ou des principes avec l'appui desquels on pensait pouvoir les atteindre. En premier lieu ce fut Dieu, Patrie, Roi, ensuite ce fut Dieu, Patrie, Privilège et Roi et actuellement Liberté Sociale Fédéralisme et Autogestion, tous et chacun d'eux pour obtenir la Liberté qui fait de l'homme et de la femme une personne sans autre limitation que la Liberté des autres et qui implique Liberté Politique, Sociale, Economique et Individuelle et dont le Parti Carlisle soumet et assujetti la réussite à toute son activité présente et future et aspire à sa conquête par des moyens pacifiques, légaux et démocratiques.



Quel est votre regard sur Franco et la période franquiste ?
Franco interdit tous les partis politiques en 1937 en implantant une dictature et en créant un parti unique (FETdesJONS), dans lesquels'intégrèrentlestraditionnels pro-alphonsistes, qui seront immédiatement expulsés de la Communion Traditionnelle par Don Javier de Bourbon, qui sera lui expulsé d'Espagne pendant que le Carlisme était persécuté et ses propriétés (locaux, journaux...) confisquées par le Gouvernement franquiste de la même manière que ce qui arrivait aux organisations dites du camp républicain.

Durant la décennie des années 40 le Carlisme se réorganisa partiellement de manière difficile, puisque n'importe quelle activité carliste était durement poursuivie par l'appareil répressif franquiste pour « attentat contre le Décret d'Unité ». Cependant cela changea dans les années 50, quand Don Javier de Bourbon Parme assumait la royauté et son fils D Carlos Hugo se lança dans la reconstruction du Carlisme en profitant de l'apparente ouverture et semi-tolérance du régime vis-à-vis de l'opposition non communiste.

Lors de ce processus de réorganisation il connectera avec les secteurs de base les plus militants, qui étaient las de l'hypocrisie des postures de l'intégrisme chaque fois plus dépassées, qui attiraient le Carlisme à l'extrême droite et empêchaient l'action sociale, c'est-à-dire le convertissaient en un groupe nostalgique sans futur politique et soumis à la droite conservatrice et au système capitaliste.

Face à cette situation, ces militants préconisèrent être conséquents avec la conception carliste de la Tradition (« Progrès héréditaire ») et se ressourcer

aux sources légales et populaires du Carlisme et dans l'expérience de l'étape « jaimiste » et ainsi actualiser le projet Carlisme et avoir des propositions adéquates aux nouvelles réalités et problèmes de la société espagnole. Il s'initie alors un double processus de reconstruction organique et développement idéologique (fortement influencé par le renouvellement et l'ouverture à gauche du monde catholique après le Concile de Vatican II ainsi que les profondes transformations socio-économiques et culturelles de la société espagnole durant les années 50 et 60) du parti qui amènera :

La création d'une structure organisationnelle implantée dans toute l'Espagne, au sein de laquelle ont été mises en pratique les propositions carlistes de fédéralisme, démocratie participative y mandat impératif à travers la promotion de la formation culturelle des militants et leur participation active aux Assemblées de base (appelées Assemblées Populaires Carlisme) depuis lesquelles, grâce à une structure fédérale, se déterminaient les nouvelles lignes du parti.

Une lente mais continue réflexion sur le Carlisme et ses idées et comment les adapter à la nouvelle société espagnole, tellement différente de celle qui vit naître le Carlisme.

Le terme "Communion Traditionnelle" cessa d'être le nom officiel du parti que revint à s'appeler "Parti Carlisme" dans ce qui était conçu comme la mise à jour des principes populaires et lois du Carlisme et la rupture avec le conservatisme intégriste logé dans le Carlisme après la II République.

Les partisans du prince Carlos-Hugo à Montejurra en 1976





Le prince Carlos-Hugo

La récupération du terme "Socialiste" pour définir le carlisme, qui passa à se situer à la gauche en vertu de ses idées socialisantes, communautaires et radicalement démocrates.

La rupture totale avec la droite intégriste, perte d'appuis dans les secteurs conservateurs bourgeois et désertion d'une partie des dirigeants qui avait défendu un rapprochement avec le régime franquiste durant la période 1955-1966 dans ce qu'ils appelèrent « politique d'intervention » et qui après avoir abonné le Parti reconnaîtront comme Roi Juan Carlos de Bourbon et occuperont des postes dans l'administration franquiste.

Une forte répression du carlisme de la part du franquisme craignant l'évolution à gauche et la force que le PC était en train de prendre, arrivant à être considéré l'un des grands partis de l'opposition antifranquiste (l'autre étant le PCE) et la manifestation annuelle de Montejurra (où se concentrèrent jusqu'à plus de 100 milles personnes) étant l'une des manifestations les plus importantes de l'opposition démocratique.

L'adhésion au carlisme de secteurs régionalistes gauchistes ainsi que de "chrétiens progressistes" nés de la chaleur du Concile Vatican II.

La participation carliste au mouvement étudiant antifranquiste et aux récemment nées Commission Ouvrières (à travers de la AET et du MOT respectivement).

L'évolution idéologique du Parti Carliste en vertu de sa défense historique de la Subsidiarité, du Coopératisme et du Municipalisme l'amena à définir son projet sociétaire comme 'Socialisme d'Autogestion Globale'.

Dans les années 70 le Parti participa à diverses plateformes qui recherchaient l'union de l'opposition démocratique autant au niveau régional (Assemblée de Catalogne, Conseil des Forces Politiques Galiciennes, Bloc Autonome Valencia de Gauche) qu'au niveau national (Assemblée démocratique d'Espagne) de même que les membres du « Front Ouvrier du PC » participèrent activement aux Commissions Ouvrières, Fédération Ouvrière Socialiste et Union Syndical Ouvrière.

Pendant la Transition de la dictature franquiste à une "démocratie" néolibérale, le PC, pour être conséquent avec ses idées pendant que d'autres groupes de gauche (PSOE, PSP, PCE...) renonçaient au changement social et à la « rupture démocratique », en adoptant des postures réformistes, favorisant la démobilisation des masses populaires et en pactisant avec l'oligarchie fille du franquisme ainsi que être totalement opposé à la Monarchie imposée par Franco, fut marginalisé et marqué du danger révolutionnaire.

Ainsi le PC souffrit de la répression gouvernementale et du terrorisme des "incontrôlés" d'extrême droite, le Gouvernement recommanda aux moyens de communications de lui fermer les portes et ne le laissa pas participer aux premières élections de 1977 sans oublier les campagnes de confusion de la part des secteurs franquistes et libéraux de la presse qui présentèrent le « Socialisme Carliste » comme une rupture avec le Carlisme historique et une trahison au « 18 juillet » et à la « Tradition » ou les actions désorganisatrices des infiltrés.

Propos recueillis par La Toile



MONTEJURRA 76, LA BLESSURE JAMAIS REFERMÉE DU CARLISME



Montejurra est une montagne culminant à 1.042 mètres qui domine la petite cité médiévale d'Estella, capitale des « rois carlistes » durant la troisième guerre carliste (1872-1876). En 1873, cette montagne fut le lieu d'une importante bataille stratégique qui permit ensuite aux carlistes de prendre durablement le contrôle du nord de l'Espagne.

Le site est donc devenu un lieu de pèlerinage annuel des carlistes, symbole politique autant qu'historique.

Le 9 mai 1976, quelques mois après la mort de Franco, en plein processus de réformes politiques et institutionnelles, le traditionnel rassemblement carliste de Montejurra prit donc une dimension très forte. Des milliers de partisans de Charles-Hugues de Bourbon-Parme, militants et sympathisants carlistes de gauche se réunirent à Montejurra.

A l'inverse, les carlistes traditionalistes, ayant à leur tête Sixte-Henri, le propre frère de Charles-Hugues, tentèrent de « reprendre » aux « gauchistes » ce symbole historique du carlisme.

Des deux côtés la tension était à son comble. Tandis que Charles-Hugues gravissait les chemins escarpés de la montagne, coiffé du traditionnel béret rouge des carlistes (la boina roja), acclamé par quelques milliers de ses partisans, Sixte-Henri, lui aussi coiffé du béret rouge, accompagné de plusieurs centaines de carlistes « de droite » dont les redoutables membres des « Guerrilleros de Cristo Rey » (Guerrilleros du Christ-Roi), tenta à son tour l'ascension.

Très vite la tension accumulée dégénéra en affrontement et, au niveau du monastère d'Irache, des coups de feu furent échangés entre les uns et les autres. Deux carlistes de gauche, Ricardo García Pellejero et Aniano Jiménez Santos furent tués, tandis qu'on relevait de très nombreux blessés (par balles et à l'arme blanche) de part et d'autre...

Le pèlerinage de Montejurra, qui avait toujours symbolisé l'unité de la « communion » (communauté) carliste, venait de se transformer en symbole de rupture...

Hubert-Gaston

QUAND DES MONARCHISTES DEVIENNENT TERRORISTES!

Dans le courant des années 60/70, la plupart des pays occidentaux sont touchés par l'apparition d'un terrorisme politique endogène, d'extrême-gauche souvent, mais parfois d'extrême-droite, fruit de la contestation rampante qui précède, accompagne et suit les années 67/68/69 : Rote Armee Fraktion en RFA, Brigade Rosse, Prima Linea, Ordine Nere et d'autres en Italie, NRP, GARI puis Action Directe en France, Symbionese Liberation Army aux USA, Angry Brigade au Royaume-Uni, résurgence de l'IRA en Irlande, etc.

L'Espagne ne fait pas exception à la règle, d'autant que l'ensemble des forces politiques espagnoles sent que le régime du général Franco touche à sa fin. C'est ainsi que l'ETA (Euskadi Ta Askatasuna) basque, le Mouvement Ibérique de Libération de tendance anarchiste ou les GRAPO (Groupes Révolutionnaires Armés du Premier Octobre) d'obédience marxiste léniniste entre tour à tour dans l'action violente. Or, et le fait est suffisamment rare, pour ne pas dire unique, pour être cité, une organisation terroriste carliste se constitue aussi à l'époque. En 1965 apparaît le sigle « GAC » pour Grupos de Acción Carlista (Groupes d'Action Carliste).

Cette organisation politico-militaire clandestine est surtout active en Navarre et au pays basque,

mais se signale aussi par quelques actions en Catalogne, en Andalousie et dans la région de Valence. Idéologiquement, elle est en phase avec Charles-Hugues de Bourbon-Parme et prône l'idée d'une monarchie "socialiste, autogestionnaire et fédérale".

Les GAC se signaleront par quelques attentats à la bombe et des mitraillages d'édifices publics, sans jamais faire de victimes. Leurs deux opérations les plus spectaculaires demeurent l'attentat à la bombe contre les locaux du grand quotidien navarrais "El Pensamiento Navarro" le 25 août 1970, et la tentative d'assaut contre les locaux de Radio Requeté à Pampelune en 1971.

Les GAC disparaissent en 1973/74, après que le IIIème Congrès du Parti Carlisle (1972) ait validé les thèses socialistes autogestionnaires de Charles-Hugues.

Il est désormais généralement admis que des liens logistiques et idéologiques importants existaient entre l'ETA et les GAC dont une partie de l'appareil clandestin ira rejoindre l'organisation terroriste basque...

Hubert Gaston

Ref. Javier Onrubia Rebuelta, De La Resistencia Carlista A La Dictadura De Franco, Los Grupos De Acción Carlista (g.a.c.), (Ediciones Magalia)

L'héritage politique du carlisme est divisés en plusieurs branches:

La Comunion Tradicionalista (CT), en faveur du prince Sixte-Henri - <http://www.carlismo.es/>

Agence de presse du prince Sixte-Henri - <http://www.geocities.com/faroagencia/>

Association des Etudiants traditionalistes - <http://aetsalamanca.wordpress.com/>

Ouvriers traditionalistes - <http://obrerotradicionalista.blogspot.com/>

La Communauté Traditionaliste Carlisle (CTC), sans prétendant déclaré - <http://www.ctcarlista.org/>

Site historique de la CTC - <http://carlistas-historiaycultura.blogspot.com/>

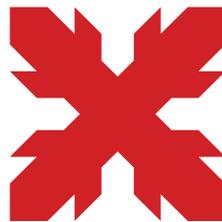
Le Partido Carlisle (PC), en faveur du prince Carlos-Ugo - <http://www.partidocarlista.com/>

Jeunesses du Partido Carlisle - <http://insurgenciacarlista.wordpress.com/>

Proclamation des partisans de la famille de Habsburgo-Lorena y Borbòn

Comunión Carlostavista y Círculo Carlos VIII

<http://www.network54.com/Forum/227690/message/1069068701>



Libye, le 1er septembre 2009 : 40e anniversaire de la chute de la monarchie célébrée en grande pompe par le Colonel Muammar Kadhafi depuis peu élu du Roi des Rois par une centaine de chefs tribaux. Un groupe de jeunes officiers emmenés par Kadhafi avait profité du séjour à l'étranger de leur souverain, le Roi Idriss Ier Senoussi, pour le renverser et proclamer la république. Le prince Muhammad as-Senussi, petit-fils du Roi Idriss, et prétendant au trône multiplie depuis plusieurs années les rassemblements et rencontres avec les autres composantes de l'opposition libyenne en exil.

Ouganda, le 2 septembre 2009 : le gouvernement fédéral de la République d'Ouganda a reconnu officiellement l'autonomie du Royaume de Rwenzururu. Le couronnement du Roi Charles Mutembere a eu lieu le 19 octobre dernier. Depuis les années 50, le Rwenzururu a entamé une lutte pour son indépendance et la reconnaissance de son statut. En 1963, une brève indépendance avait été violemment réprimée par les troupes fédérales. Depuis 1966, date à laquelle Charles Mutembere II a accédé au trône à l'âge de deux ans, le Rwenzururu n'a cessé d'être le théâtre de conflits armés entre indépendantistes et fédéralistes.

Roumanie, le 3 septembre 2009 : Le prince Radu Duda, époux de la princesse héritière Margarita de Hohenzollern et candidat à l'élection présidentielle a annoncé son retrait de la campagne, et apporté son soutien au candidat du PNL (parti national libéral) Crin Antonescu. Ce retrait a surpris les politologues roumains, le prince étant crédité de plus de 12 à 14% d'intentions de votes. Sa candidature avait néanmoins provoqué une certaine crispation dans les milieux monarchistes traditionnellement acquis au PNL ou PNTCD.

Tahiti, le 2 septembre 2009 : Rencontre entre le Président territorial de Polynésie, Oscar Temaru, et plusieurs membres de la famille royale des Pomaré hostiles au couronnement de leur cousin le prince Joinville désormais connu sous le nom de Pomaré XI. Dans un communiqué, les héritiers de la famille royale des Pomaré, dont fait parti Oscar Temaru *"se désolidarisent des mises en scènes organisées par le sieur Joinville Pomaré, obsédé dans sa quête d'une indécente auto-glorification"*.

Ils ont été rejoints par l'association familiale des héritiers et consorts de Teriitehamaia, Tetuanui, Moearu Pomare et Willie Isaia Cowan. Cette dernière précise dans un autre communiqué, signé par une douzaine de membres de leur association familiale, qu'elle *"révoque purement et simplement toute convention, mandat, ou procuration qui aurait pu être signés"* par le prince Joinville Pomaré.

Enfin, une levée de boucliers s'est fait entendre de la part des 'Protecteurs de la vallée de la Papenoo' à l'annonce par le futur souverain de la prochaine création d'un village culturel sur le site du grand marae de la vallée de la Papenoo qu'il a rebaptisé au préalable, créant de facto une confusion avec le marae sacré de Raiatea. Le Président Temaru a déclaré à l'organe de presse Tahitipresse : *"Nous avons perdu notre tante Elvina, la dernière princesse Pomaré. Maintenant, c'est au niveau de la famille que doit être discuté qui sera le successeur de tatie Elvina"*.

Devant cette opposition, le couronnement du Prince Joinville a été reporté au 3 Octobre. La Princesse Yvannah Pomaré a créé le site officiel de la famille royale : www.famillepomare.canalblog.com



Le prince Radu et le roi Michel de Roumanie



Sainte Elizabeth

Russie, le 7 septembre 2009, Retour d'Allemagne des reliques de Sainte Elizabeth Féodovrona Romanov, belle-soeur du Tsar Nicolas II. Une messe à Moscou a été organisée en présence du Patriarche Cyrille et de l'épouse du Président Medvedev, ainsi qu'un millier de monarchistes venus rendre hommage à un membre de la famille impériale connue pour sa générosité et sa grandeur d'âme. Petite fille de la Reine Victoria, mariée au Grand Duc Serge Alexandrovitch Romanov en 1884 alors qu'elle n'a que 19 ans, convertie à l'orthodoxie, elle ouvrit plusieurs œuvres de charité en faveur des pauvres. Veuve à l'assassinat de son époux, elle revendit tous ses bijoux et entra au couvent. Refusant de quitter la Russie lors de la Révolution d'Octobre 1917, elle fut emprisonnée par les bolcheviks qui la précipitèrent dans un puit le 18 Juillet 1918. La Princesse Elizabeth a été canonisée en 1992.

Ouganda, du 9 au 12 septembre 2009, des émeutes royalistes ont secoué la capitale de l'Ouganda, Kampala. Des centaines de partisans du souverain Bougandais Mutebi II ont envahi la ville, dressant des barricades dans le centre ville, pillant le marché de Kiseka. Les partisans du Kabaka protestaient contre

les difficultés rencontrées par leur souverain pour se déplacer dans la banlieue de la capitale dont les terres appartiennent à une ethnie rivale, les Banyala. Le gouvernement réagit violemment en réprimant la manifestation (14 morts) et interdit au Kabaka de se déplacer dans le Comté de Kayunga, revendiquée comme territoire bougandais et dont la population est hostile au souverain. Le Bouganda représente 6 millions de personnes sur une population totale de 32 millions et réclame l'autonomie complète de son territoire quand ce n'est pas l'indépendance. En protestation contre l'interdiction faite à leur souverain de se déplacer dans 'ses' territoires, la quinzaine de députés royalistes du Bouganda siégeant au Parlement Fédéral ont quitté l'hémicycle. Le 30 septembre, le Président Museveni rencontre le Kabaka Mutebi II pour marquer leur réconciliation.

Bulgarie, le 11 septembre 2009, le nouveau gouvernement élu de l'ex -MNS Boiko Borissov a demandé au Parlement que soit réexaminé la restitution des biens ayant appartenu à la famille royale à l'actuel souverain et ex Premier Ministre de Bulgarie, le Roi Siméon II. Ce dernier lourdement battu lors des dernières élections législatives pourrait donc rapidement devoir rendre des comptes, notamment pour les 452 hectares de forêts indument attribuées en 2003 selon le Premier Ministre Borissov.

Brésil, le 12 septembre 2009, une centaine de monarchistes se sont réunis à Rio de Janeiro pour commémorer le 100ième anniversaire de la naissance du prince Pedro Henrique de Bragance-Orléans, décédé en 1983. Parmi les manifestants, on notait la présence de plusieurs membres de la famille impériale dont le prince Louis, héritier de la couronne impériale, et son frère le prince Bertrand.

Autriche, le 16 septembre 2009 : plusieurs membres de la famille impériale des Habsbourg-Lorraine ont entamé une procédure juridique contre l'état autrichien à travers un avocat, Rudolf Vouk. Ils réclament que soit levée l'interdiction, en date de 1918, pour les membres de la dynastie impériale de se présenter au poste, largement honorifique, de président de la République. A leur tête figure le Comte Ulrich de Habsbourg-Lorraine, lui même élu écologiste de l'Etat de Carinthie, une province traditionnellement acquise à la monarchie. De son côté l'Archiduc Otto de Habsbourg-Lorraine a annoncé le début d'une campagne pour la béatification de sa mère, la princesse Zita de Bourbon-Parme.

Karl-Theodor Freiherr von und zu Guttenberg



Népal, le 18 septembre 2009, : manifestation d'un millier de monarchistes à Katmandou réclamant l'organisation d'un référendum sur la restauration de la monarchie. Les partisans royalistes ont réuni près de deux millions de signatures sur une pétition favorable au retour au régime monarchique renversé l'an dernier. La veille, le gouvernement avait émis l'hypothèse de changer le drapeau national jugé trop symbolique de la monarchie. Critiqués pour leur gestion désastreuse des affaires de l'état, les maoïstes seraient en passe de perdre leurs alliés communistes. L'armée, encore dirigée par des officiers issus de l'ancien régime, ne cache pas sa volonté de voir la monarchie restaurée. Tout comme le puissant voisin indien exaspéré par la répétition des attaques de sa propre guérilla maoïste, dont beaucoup soupçonne qu'elle bénéficie de l'aide du gouvernement népalais. Enfin la crise parlementaire s'est encore accentuée après le refus par la cour suprême de valider la prestation de serment du Premier Vice Président jugée anti constitutionnelle. Depuis plusieurs semaines, les maoïstes empêchent les députés de se rendre au Parlement et d'exercer leur mandat craignant que ceux-ci ne tentent de renverser le gouvernement élu.

Turquie, le 23 septembre 2009, décès du prétendant à la couronne du Sultanat et du Califat de Turquie, Ertugrul Osman à l'âge de 97 ans. C'est à l'âge de 12 ans alors qu'il étudie à Vienne que le Prince apprend la chute de l'Empire en 1924. Parlant couramment outre sa langue natale, le Français et l'Anglais, l'Italien et l'Allemand, le Prince s'établit aux Etats-Unis en 1933. Petit-fils du Sultan Abdul Hamid II (qui régna de 1875 à 1909), il était revenu en Turquie sur l'invitation du

gouvernement en 1990. Il fut longtemps considéré comme Prince héritier au trône d'Albanie de par le mariage de son père avec une héritière d'une grande famille d'Albanie. La Turquie songea à établir une monarchie en Albanie entre 1914 et 1919. Devenu prétendant à la couronne impériale de Turquie en 1994, il était resté un homme simple et respecté par ses concitoyens qui voyaient en lui le "Dernier des Ottomans". Le prétendant au trône ottoman est désormais le Prince Bayezid Osman, né en 1924,. Le prince, ancien officier de l'armée américaine, est le petit-fils du Sultan Abdulmedcid Ier. Le mouvement monarchiste turque est très minoritaire face aux courants kemalistes et islamistes. Près de 5000 personnes ont assisté à la cérémonie d'enterrement du prince Ertugrul Osman.

Portugal, le 27 septembre 2009: lors des récentes élections législatives, le PPM (Partido Popular Monárquico) a obtenu 0.26% des voix et le MPT (Movimento o Partido da Terra) allié au Parti Humaniste 0.06%. Aucun des deux partis monarchistes n'a pu obtenir de sièges au parlement, ils ne peuvent donc espérer rentrer au gouvernement comme ce fut le cas à diverses reprises pour le PPM lors de la précédente décennie. Les résultats ont en revanche été plus probants lors du scrutin municipal qui se tenait le même jour que les législatives. Le MPT et le PPM ont chacun fait élire sous leurs noms une vingtaine de conseillers municipaux monarchistes, bleus ou verts. Un résultat obtenu par leur alliance renouvelée avec le Parti du Peuple et le Parti social démocrate, deux formations républicaines.

Allemagne, le 27 septembre 2009: à l'occasion des élections législatives, le mouvement héritier des partis monarchistes bavarois, la CSU a obtenu 7% des voix (soit 45 sièges). Un résultat qui permet à la CDU de la Chancelière Angela Merkel de conserver le pouvoir. Au gouvernement le Baron Karl-Theodor Freiherr von und zu Guttenberg a obtenu ainsi le maroquin de la Défense en lieu et place de celui qu'il occupait précédemment, les Finances. La presse allemande s'est fait largement l'écho de la campagne qu'il a mené sous la bannière de la CSU. Il est le petit-fils d'un dirigeant monarchiste actif dans l'Entre Deux Guerres.

Rwanda, le 4 octobre 2009 : les autorités procèdent à l'arrestation du Capitaine Alphonse Nizeyimana accusé d'avoir assassiné la reine Mère Rosalie Gicanda lors du génocide rwandais en 1994.

Grèce, le 4 octobre 2009 : le parti socialiste PASOK a remporté les élections législatives avec 44% des voix, ses adversaires de la Nouvelle Démocratie ont quant à eux obtenu 33%. Si les royalistes grecs ne sont plus constitués en force politique indépendante, il est traditionnellement acquis que leur vote se reporte sur les listes de la Nouvelle Démocratie, un parti ancré à droite. Cette formation s'est par ailleurs à plusieurs reprises déclarées favorable à la tenue d'un référendum sur la question d'un retour de la monarchie en Grèce.

Bangladesh, le 7 octobre 2009 : à l'en croire le site «Thaindian.com», feu le Président Sheikh Mujibur Rahman aurait été assassiné par des officiers le 15 Août 1975 alors qu'il se préparait à proclamer une monarchie dans le pays à son seul profit. L'armée se serait opposée à cette décision pour finalement lui porter le coup final. Aucune information crédible n'a toutefois été apportée à ce dossier.

Serbie, le 9 octobre 2009 : 75ème anniversaire de l'assassinat du Roi Alexandre Ier. Une cérémonie a été célébrée à Oplenac en présence du prince héritier, Alexandre II Karageorgevitch et de membres de la famille royale. Le gouvernement serbe était représenté par le ministre de la Défense qui a déposé une gerbe en mémoire du souverain assassiné en 1934 à Marseille par un oustachi croate.

Albanie, le 9 octobre 2009 : le gouvernement albanais a officiellement réclamé à la France et à l'Inde la restitution des corps du roi Zog et de mère Thérèse. Le roi Zog Ier, fondateur de la dynastie albanaise est enterré au cimetière de Thiais. Il a régné de 1928 à 1939 avant d'être exilé de force suite à l'invasion de son pays par l'Italie mussolinienne. Son fils, proclamé roi Léka, entretient depuis la chute du communisme un puissant réseau politique favorable à la restauration de la monarchie. Son petit-fils Léka II vient d'ailleurs d'être reconduit au poste de Conseiller auprès du Ministre albanais des affaires étrangères. Il a notamment récemment représenté son pays auprès des instances de l'Union européenne où il s'est fait l'ardent défenseur de la cause kosovare.

Corée du Sud, le 9 octobre 2009 : Le Président Lee Myung Bak a inauguré une statue de 6 mètres de haut du souverain Sejong (1397-1450) considéré comme le fondateur de l'alphabet moderne coréen. Depuis le début des années 2000, le regain d'intérêt pour le passé royal de la Corée du Sud et le sort de la famille souveraine est sensible, plusieurs de ses membres ont ainsi été nommés à des postes honorifiques. Reste que

les quelques monarchistes coréens restent divisés sur le nom du prétendant au trône de Sejong.



La Toile / Dossiers monarchistes d'information
Trimestriel gratuit - Numéro 5 - Automne 2009

Directeur de Rédaction: Sylvain
Rédacteur en chef: Khemara
Comité de rédaction: Zarma, Draken 291
Remerciements: HP, Antoine

La Toile est publiée par les éditions SYLM
Directeur de publication: Frédéric de Zarma
<http://www.sylm.info> - contact@sylm.info